



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 1^{er} octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 août 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIMER

31 rue des Clavières
86500 Montmorillon

Références : 2025 1205 UbD16-86 Env86

Code AIOT : 0007204999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 août 2025 dans la déchèterie exploitée par le SIMER, implantée « Les Perrières » 86310 Saint-Savin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIMER
- Les Perrières (case 203) 86310 Saint-Savin
- Code AIOT : 0007204999
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Saint-Savin est une installation soumise à déclaration au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle a fait l'objet d'un récépissé de déclaration délivré le 21 août 1997 et le bénéfice d'antériorité lui a été accordé par un arrêté complémentaire en date du 25 mars 2013.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
6	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 2.7
3	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 3.4
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.1
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.2
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection avait pour but de vérifier la conformité de l'installation aux dispositions de l'arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1. L'exploitant devra apporter des justifications notamment quant à l'existence sur le site de réseaux séparatifs des eaux pluviales et des eaux résiduaires (délai : 2 mois) ainsi que sur la levée des non-conformités constatées dans le cadre du contrôle périodique initial du 30 juin 2025 (délai : 12 mois).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de l'installation
Prescription contrôlée : « L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. [...] »

<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle date du 30 juin 2025. Il a été réalisé par le Bureau Alpes Contrôles au titre de la rubrique ICPE 2710 alinéas 1 et 2 et a ainsi fait l'objet de deux rapports en date du 18 août 2025, l'un sur les déchets dangereux (2710-1), l'autre sur les déchets non dangereux (2710-2). Relativement aux déchets dangereux, 2 non-conformités majeures ont été relevées : non présentation du justificatif de tenue au feu du local DSS, non présentation du justificatif du caractère étanche et incombustible du sol des aires de stockage et de manipulation de matières dangereuses. Relativement aux déchets non dangereux, une non-conformité majeure a été relevée parmi celles également relevées pour les déchets dangereux (non présentation du justificatif du caractère étanche et incombustible du sol des aires de stockage).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport de contrôle complémentaire permettant de lever les non-conformités majeures ainsi que les justificatifs permettant de lever toutes les autres non-conformités.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 2 : Cuvettes de rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Implantation – Aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Les réservoirs fixes de stockage sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits dangereux sont stockés et étiquetés sur des rétentions étanches séparées les unes des autres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Vérification périodique des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation – Entretien</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport annuel APAVE de vérification électrique du 11 octobre 2024. Une seule non-conformité y est constatée mais qui a depuis été levée (remplacement d'une prise électrique dans le garage).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Localisation des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un plan de localisation des risques daté du 10 juin 2025. Les différents risques (incendie, atmosphère explosive, risques de chute et de collision) y sont répertoriés tant au niveau des locaux que des cellules de stockage de déchets concernés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un

<p>risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de localisation des risques du 10 juin 2025 fait aussi office de plan d'intervention des secours sur lequel sont indiqués les emplacements de 5 extincteurs présents sur le site adaptés aux risques à combattre et aux produits stockés. Une plaque installée au-dessus de l'emplacement des extincteurs indique la classe de feu concernée.</p> <p>Un poteau incendie débitant 60 m³/h est présent sur le site de la déchetterie. L'exploitant a transmis le rapport annuel de vérification et de maintenance de 6 extincteurs (contre 5 sur le plan) du 24 juin 2025. Il y a donc une erreur sur le plan due au fait que 3 extincteurs sont présents dans le local du gardien au lieu de 2.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il conviendra de mettre à jour le plan en rajoutant un extincteur dans le local du gardien.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Réseau de collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.</p> <p>Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération, sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Le réseau est séparatif aux dires de l'exploitant mais cela n'a pu être vérifié le jour de la visite. Un décanteur-déshuileur est présent. Il a fait l'objet d'un entretien en date du 30 juin 2025 (attestation de conformité du 2 juillet 2025) avec nettoyage et pompage des boues. L'organisme de contrôle a pu vérifier que l'ouvrage recevait bien les eaux de ruissellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection le plan des réseaux (eaux pluviales et eaux usées).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article annexe I, point 5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir, en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire dans les conditions prévues au titre 7 ci-après. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un logigramme de janvier 2024 sur les consignes à suivre en cas de déversement accidentel. Les agents d'exploitation sont formés pour pallier ce risque et des produits absorbants sont présents sur le site dont toute la surface est étanchéifiée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite